



CONVENTION LIANT LA VILLE DE BRUXELLES ET L'ASSOCIATION BRUSSELS BASKETBALL

Entre :

la Ville de Bruxelles, sise Hôtel de Ville, Grand-Place à 1000 Bruxelles, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Monsieur Benoit HELLINGS, Echevin des Sports et Monsieur Luc SYMOENS, Secrétaire de la Ville,
en exécution d'une délibération du Conseil communal prise en date du 18/11/2019, et soumise à la tutelle,
ci-après dénommée « la Ville »,

et

le BRUSSELS BASKETBALL A.S.B.L. (n° d'entreprise 0816.954.388), sis Rue de Lombartzyde 120 à 1120 Bruxelles, en exécution de l'article 19 §2 des statuts, représentée par Monsieur André DEKANDELAER, Président et Monsieur Patrick GILLARD, Secrétaire,
ci-après dénommée « l'association »,

il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I : CLAUSES GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet l'octroi de subventions accordées pour couvrir les frais de fonctionnement pour accompagner la participation de l'association précitée en Division 1 Nationale durant 3 saisons à dater de la saison 2019-2020 jusqu'à la fin de la saison 2021-2022.

ARTICLE 2 : DURÉE

La convention entre en vigueur à dater de sa signature par les deux parties, pour une durée de 3 saisons à partir de la saison 2019-2020 et prend fin le 30 juin 2022.

ARTICLE 3 : MONTANT

Le montant de la subvention versée par saison s'élève à 200.000,00 EUR.

En fonction des disponibilités budgétaires, la Ville octroiera des subsides complémentaires au montant établi dans la présente convention, tenant compte des performances et des résultats sportifs de l'association et des besoins en matériel qui en découlent (sur base d'un courrier transmis par le Président de l'association à la Ville et attestant de la progression du club dans le classement), selon les résultats suivants :

- qualification Play Off : 5.000,00 EUR,
- qualification ½ finale : 10.000,00 EUR,
- qualification finale : 15.000,00 EUR,
- champion de Belgique : 25.000,00 EUR,
- qualification coupe d'Europe : 15.000,00 EUR,
- par tour supplémentaire à la coupe d'Europe : 15.000,00 EUR.



ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

Le bénéficiaire s'engage :

- à transmettre à la Ville, au plus tard le 30 juin, trois exemplaires de chacun de ses supports promotionnels annonçant ses activités (publications diverses, invitations, affiches, flyers, dépliants, site internet, etc.) ;
- à maintenir la majorité de ses activités sur le territoire de la Ville ;
- à rappeler en toute circonstance l'aide de la Ville et de l'Echevinat des Sports, à représenter à ces occasions « l'image » de la Ville (notamment en citant le soutien de la Ville lors des rencontres avec la presse), et à assurer son prestige et son rayonnement (en reproduisant le logo de la Ville sur les maillots, publicités, affiches) lors des rencontres régionales, nationales et internationales auxquelles ses équipes participeraient ;
- à organiser, sauf circonstances exceptionnelles (par exemple : si la salle n'a pas les capacités suffisantes pour accueillir le public ou si la salle est indisponible pour cause de travaux), toutes les rencontres à domicile de ses équipes et tous les tournois éventuels dans les installations de la Ville ;
- en cas de majoration des tarifs d'occupation, l'association s'engage à ne pas la répercuter sur les inscriptions des jeunes joueurs ;
- sur demande de la Ville et au plus tard une semaine avant le match, à réserver au minimum 15 places pour la Ville de Bruxelles par saison pour toutes compétitions.

ARTICLE 5 : CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT

1. La présente convention est conclue conformément aux dispositions de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions. Cette loi prévoit entre autres :
*« Art 5 : §1^{er} Sans préjudice de l'article 4, toute personne morale qui a bénéficié, même indirectement, d'une subvention d'un des dispensateurs visés à l'article 1^{er}, 1°, doit chaque année soumettre au dispensateur ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière.
§2 Toute personne morale qui demande une subvention à un des dispensateurs visés à l'article 1^{er}, doit joindre à sa demande ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation de financière. »*
2. L'association s'engage à soumettre à la Ville, au plus tard le 31 mai de l'année de l'octroi de la subvention, ses comptes et bilan ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière arrêtés au 30 juin de l'année précédente permettant d'apprécier si la subvention de la saison précédente est bien utilisée aux fins pour lesquelles elle est octroyée, ainsi que les documents demandés à l'article 4.

L'association communique à la Ville tout document relatif à l'utilisation des subsides dans les 15 jours de la demande formulée par la Ville (tableau des dépenses liées au subside, etc.). Si l'association ne produit pas les documents demandés par la Ville, le bénéficiaire devra restituer à la Ville la partie de la subvention non justifiée dans les 30 jours de la demande qui est faite par lettre recommandée. A défaut la somme portera intérêt au taux légal de plein droit et sans mise en demeure préalable.

3. L'association doit utiliser le subside aux fins pour lesquelles il lui a été accordé. En cas de non utilisation de tout ou partie du subside, ou en cas d'utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles il a été octroyé, la partie du subside non utilisée ou utilisée à des fins autres que celles pour lesquelles il a été octroyé doit être remboursée à la Ville au plus tard le dernier jour de la saison sportive concernée. A défaut, la somme due portera intérêt au taux légal, de plein droit et sans mise en demeure préalable à partir du jour de paiement du subside.



ARTICLE 6 : MODALITÉS DE SUBVENTIONNEMENT

Pour chaque saison (2019-2020, 2020-2021, 2021-2022), la Ville accordera une subvention de 200.000,00 EUR qui sera versée selon les modalités décrites ci-dessous.

Ces montants seront versés sous réserve de la disponibilité de crédit et de l'application des règles de contrôle administratif et budgétaire.

Pour la saison 2019-2020, la Ville versera une subvention de 50.000,00 EUR comme avance pour la saison dès l'approbation par l'Autorité de Tutelle du budget de la Ville et de la présente convention et signature par toutes les parties. Cette avance sera de 50.000,00 EUR pour les saisons 2020-2021 et 2021-2022.

A partir des mois de janvier 2020, 2021 et 2022, la Ville versera des mensualités de 20.000,00 EUR et ce jusqu'à l'approbation par l'Autorité de Tutelle de la Ville du budget annuel. Le solde étant versé dans son intégralité après approbation du budget.

Les montants seront versés après que la Ville ait réceptionné une déclaration de créance dûment complétée précisant le numéro de compte sur lequel le subside devra être payé. Pour ce qui concerne les primes à la performance, la Ville versera les montants selon les modalités définies à l'article 3, et ce après que l'association lui ait transmis les informations relatives à une étape qualifiante.

Les avances mensuelles donneront lieu à un remboursement par l'association si, in fine, le subside ne pourrait être payé du fait des réserves mentionnées ci-dessus (cf. supra : 2^{ème} paragraphe du présent article). Elles devront également être remboursée en cas de résiliation de la convention.

CHAPITRE II : DIVERS

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit si l'association n'est pas maintenue en 1^{ère} division nationale à la fin d'une saison.

Hormis les cas de la résiliation de commun accord et de l'autre hypothèse de cessation prévues au sein de la présente, la Ville se réserve le droit de résilier la présente convention, notamment dans les cas suivants : dissolution de l'association, manquements graves du cocontractant à ses obligations, liquidation judiciaire de l'association, cessation par l'association pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition, condamnation pénale de l'association le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité, infraction à la réglementation - applicable à un titre quelconque - à l'activité exercée dans les lieux mis à disposition après mise en demeure restée sans effet ou encore en cas de nécessité de procéder à une restructuration entraînant la vente, la démolition totale ou partielle de(s) immeuble(s) objet de la convention.

Cette résiliation sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette résiliation pourra intervenir sans autres formalités que l'envoi d'une lettre recommandée, avec préavis de 1 mois, prenant cours le 1^{er} jour du mois qui suit celui de la date d'envoi de ladite lettre.

La résiliation de la présente convention met automatiquement fin à l'occupation des locaux mis à disposition de l'association par la Ville.

ARTICLE 8 : CONDITION RÉSOLUTOIRE

La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville de la délibération du Conseil communal approuvant la présente convention.

ARTICLE 9 : EN CAS DE LITIGE

Si une ou plusieurs dispositions de la présente convention devai(en)t être en contradiction avec une quelconque disposition impérieuse, la validité des autres dispositions de la présente convention resterait inchangée. Les parties procéderont au remplacement de la (des) dispositions(s) contradictoires par des dispositions valables, qui auront autant que possible la portée et le contenu de la disposition qualifiée de contradictoire.

La présente convention comprend tout ce qui a été convenu entre les parties. Les accords éventuellement convenus précédemment, qu'ils soient oraux ou écrits, échoient à la signature de la présente convention.

Les adaptations et/ou ajouts de ou dans la présente convention ne sont valables et contraignants que s'ils sont établis par écrit et signés par les deux parties.

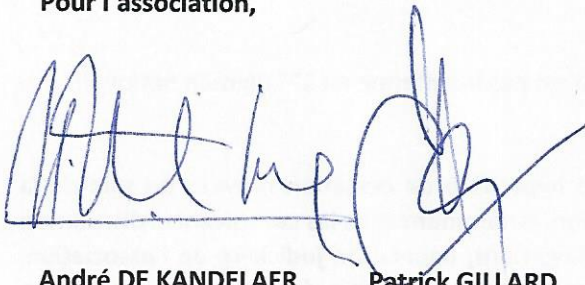
Le droit belge s'applique à la présente convention.

En cas de litige, les tribunaux francophones de l'arrondissement de Bruxelles seront exclusivement compétents.

Fait à Bruxelles, le 12.12.2019,

En deux originaux, chacune des parties retenant le sien,

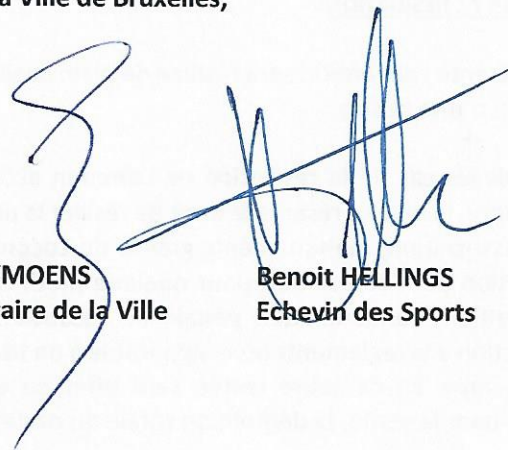
Pour l'association,



André DE KANDELAER
Président

Patrick GILLARD
Secrétaire

Pour la Ville de Bruxelles,



Luc SYMOENS
Secrétaire de la Ville

Benoit HELLINGS
Echevin des Sports



OVEREENKOMST TUSSEN STAD BRUSSEL EN BRUSSELS BASKETBALL VZW

Tussen :

de **Stad Brussel**, gesitueerd in het Stadhuis, Grote Markt in 1000 Brussel, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen in naam van dewelke optreden de heer Benoit HELLINGS, Schepenen van Sporten de heer Luc SYMOENS, Stadssecretaris,

In uitvoering van een beslissing van de Gemeenteraad van AS/11..... 2019, en onderworpen aan de Voogdij, hierna genoemd "de Stad",

en

de **VZW BRUSSELS BASKETBALL** (ondernemingsnummer 0816.954.388), gesitueerd op Lombartzijdestraat 120 in 1120 BRUSSEL, in uitvoering van artikel 19§2 der statuten, vertegenwoordigd door de heer André DE KANDELAER, Voorzitter en de heer Patrick GILLARD, Secretaris, hierna genoemd "de vereniging",

is het volgende overeengekomen :

HOOFDSTUK I : ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 1 : DOEL

De huidige overeenkomst heeft tot doel het toekennen van toelagen toegestaan voor de dekking van werkingskosten voor het begeleiden van de deelneming van voornoemde vereniging tot de Eerste Nationale afdeling gedurende 3 seizoenen vanaf seizoen 2019-2020 tot en met seizoen 2021-2022.

ARTIKEL 2 : DUUR

De huidige overeenkomst neemt een aanvang de dag dat beide partijen ze ondertekend hebben, voor een duurtijd van 3 seizoenen vanaf seizoen 2019-2020 en eindigt op 30 juni 2022.

ARTIKEL 3 : BEDRAG

Het bedrag van de toelage per seizoen aan de vereniging te storten is vastgesteld op 200.000,00 EUR.

In functie van de beschikbare budgetten, zal de Stad bovenop het, zoals in huidige overeenkomst vastgesteld bedrag, bijkomende toelagen toekennen, rekening houdende met de prestaties en sportieve uitslagen van de vereniging en van de hiermee gepaard gaande materiële benodigdheden (op basis van een door de Voorzitter opgemaakt schrijven en gericht aan de Stad attesterend over de vooruitgang van de club in het klassement), en dit volgens de hier volgende resultaten :

- kwalificatie Play Off: 5.000,00 EUR,
- kwalificatie ½ finale: 10.000,00 EUR,
- kwalificatie finale: 15.000,00 EUR,
- kampioen van België: 25.000,00 EUR,
- kwalificatie voor Europese Beker: 15.000,00 EUR,
- per bijkomende kwalificatieronde in Europese Beker: 15.000,00 EUR.



ARTIKEL 4 : VERPLICHTINGEN VAN DE VERENIGING

De begunstigde verbindt er zich toe :

- uiterlijk op 30 juni, drie exemplaren van elk van zijn promotiematerieel waarin zijn activiteiten worden aangekondigd (diverse publicaties, uitnodigingen, affiches, folders, internetsite, enz.) over te maken;
- het merendeel van haar activiteiten op het grondgebied van de Stad te behouden;
- de steun van de Stad en het Schepenenamt voor Sport te benadrukken, en het "imago" van de Stad te ondersteunen (ondermeer door de steun van de Stad te benadrukken tijdens de momenten met de pers) alsook haar prestige en uitstraling te verzekeren (ondermeer door het logo van de Stad weer te geven op de shirts, publiciteit, affiches), tijdens regionale, nationale en internationale ontmoetingen waaraan haar ploegen deelnemen;
- alle thuisontmoetingen en eventuele toernooien , behalve bij uitzonderlijke omstandigheden (bv. indien de zaal niet over voldoende capaciteit beschikt of indien de zaal niet beschikbaar is bij eventuele werken), in de installaties van de Stad Brussel te organiseren;
- bij verhoging van de tarieven voor ingebruiknemingen, verbindt de vereniging er zich toe om deze niet te verhalen op de inschrijvingen van de jonge spelers;
- op aanvraag van de Stad en ten laatste één week voor de datum van de wedstrijd, om een minimum van 15 plaatsen per match voor alle wedstrijden voor de Stad Brussel te reserveren.

ARTIKEL 5 : TOELAGEVOORWAARDEN

1. De huidige overeenkomst is afgesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde toelagen.

Deze wet voorziet onder andere :

» Art 5 : §1 Onverminderd artikel 4, moet ieder rechtspersoon die, zelfs onrechtstreeks, een toelage heeft gekregen van een van de in artikel 1, 1°, bedoelde verstrekkers, elk jaar zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker bezorgen.

§2 Ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt bij een van de in artikel 1, 1°, bedoelde verstrekkers, moet zijn balans en rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand bij zijn aanvraag voegen.»

2. Ze verbindt er zich toe om, voor 31 mei van het jaar van toekenning van de toelage, haar rekeningen en balans alsook een beheersrapport en het rapport over de financiële situatie, afgesloten op 30 juni van het voorgaande jaar, voor te leggen om te kunnen oordelen of de toelage van het voorgaande seizoen wel degelijk is aangewend voor de doelen waarvoor zij werd toegekend, evenals de documenten gevraagd in artikel 4.

De vereniging deelt aan de Stad alle documenten betreffende het gebruik van de toelagen mee binnen de 15 dagen na de vraag van de Stad (tabel van uitgaven gelinkt aan de toelage,...enz.). Indien de vereniging de door de Stad gevraagde documenten niet voorlegt, zal de begunstigen het gedeelte van de toelage welke niet gerechtvaardigd werd moeten terugbetalen aan de Stad binnen de 30 dagen na de aanvraag via aangetekend schrijven. Bij nalatigheid zal dit bedrag van rechtswege verhoogd worden met de wettelijke interest en zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling.

3. De vereniging dient de toelage te gebruiken voor de doeleinden waarvoor zij werd toegekend. Indien een deel van de toelage of de gehele toelage niet gebruikt zou worden, of althans niet voor doeleinden waarvoor hij werd toegestaan, zal het niet gebruikte deel, of het deel dat voor andere doeleinde werd gebruikt terugbetaald moeten worden aan de Stad Brussel uiterlijk de laatste dag van het betreffende sportseizoen. Bij nalatigheid zal dit bedrag van rechtswege verhoogd worden met de wettelijke interest en zonder voorafgaandelijke ingebrekestelling vanaf de betalingsdag van de toelage.



ARTIKEL 6 : TOELAGEMODALITEITEN

Voor elk seizoen (2019-2020, 2020-2021, 2021-2022), zal de Stade en toelage van 200.000,00 EUR toekennen volgens de toelagemodaliteiten hieronder.

De bedragen zullen gestort worden onder voorbehoud van beschikbaarheid van kredieten en de toepassing van de regels betreffende administratieve en begrotingscontrole.

Voor het seizoen 2019-2020, zal de Stad een bedrag van 50.000,00 EUR aan het begin van het seizoen storten na een goedkeuring van de Voogdij van het budget van de Stad en van ondertekening van alle partijen van huidige overeenkomst. Dit voorschot bedraagt 50.000,00 EUR voor de seizoenen 2020-2021 en 2021-2022.

Vanaf januari 2020, 2021 en 2022, zal de Stad een maandelijkse toelage storten van 20.000,00 EUR en dit totdat de Voogdij de jaarlijkse begroting van de Stad heeft goedgekeurd. Het saldo wordt volledig betaald na goedkeuring van de begroting door de Voogdij.

De bedragen zullen gestort worden nadat de Stad een volledig ingevulde schuldvordering heeft ontvangen met vermelding van het rekeningnummer waarop de toelage moet worden betaald. Wat betreft de prestatiegerichte premies, zal de Stad deze bedragen storten volgens de modaliteiten zoals in artikel 3 is bepaald, en dit nadat de vereniging haar de informatie betreffende kwalificatie voor een volgende ronde heeft overgemaakt.

De maandelijkse voorschotten vormen het onderwerp van een terugbetaling door de vereniging indien, in fine de toelage niet betaald zou worden wegens de, zoals in hierboven bepaalde opschortende voorwaarde (cf. supra : 2^{de} paragraaf van huidige artikel). Ze zullen ook moeten terugbetaald ingeval van stopzetting van de overeenkomst.

HOOFDSTUK II : ALLERLEI

ARTIKEL 7 : STOPZETTING

Deze overeenkomst wordt automatisch beëindigd indien de vereniging aan het einde van het seizoen niet in de eerste nationale divisie wordt gehandhaafd.

Bovenop het geval van stopzetting in gemeenschappelijk overleg of van een ander hypothetisch geval van stopzetting voorzien in huidige overeenkomst geldt stopzetting ondernemer in volgende gevallen : ontbinding van de vereniging, grove tekortkomingen aan haar verplichtingen van de medecontractant, juridische liquidatie van de vereniging, stopzetting van de vereniging voor welke reden dan ook van de activiteiten, in de ter beschikking gestelde lokalen, gerechtelijke vervolgingen van de vereniging die haar in de onmogelijkheid stelt om haar activiteiten voort te zetten, infractie op de reglementering- in welk geval dan ook - aan de activiteit die plaatsvindt in de ter beschikking gestelde lokalen na een ingebrekestelling zonder gevolg of nog in geval van de nood om te moeten overgaan tot een herstructurering die de verkoop, de afbraak, (al dan niet volledig of gedeeltelijk) van de lokalen waarvan sprake in huidige overeenkomst.

Deze stopzetting zal per aangetekende brief met ontvangstbewijs worden genotifieerd.

Deze stopzetting zal effectief worden zonder enig andere formaliteit dan de aangetekende brief, met vooropzeg van 1 maand, met aanvang de eerste dag van de maand volgende op deze van de verzendingsdatum van voormeld schrijven.



De stopzetting van huidige overeenkomst heeft automatisch een stopzetting van de ingebruikneming van de door de Stad ter beschikking gestelde lokalen tot gevolg.

ARTIKEL 8 : OPSCHORTENDE VOORWAARDE

Huidige overeenkomst wordt afgesloten onder de opschortende voorwaarde van opschorting en/of annulering door de Voogdij waarvan de Stad afhangt betreffende de beslissing van de Gemeenteraad welke de huidige overeenkomst goedkeurt.

ARTIKEL 9 : IN GEVAL VAN GESCHIL

Indien één of meerdere bepalingen in huidige overeenkomst tegenstrijdig zou zijn met hetzij ook welke andere dwingende bepaling, zal de geldigheid van de andere bepalingen in huidige overeenkomst ongewijzigd blijven. De partijen zullen overgaan tot de vervanging van de tegenstrijdige bepaling(en) door andere, geldende bepalingen, die zoveel mogelijk dezelfde inhoud en draagwijdte zullen hebben als deze die als dusdanig gekwalificeerd is als tegenstrijdige bepaling.

Huidige overeenkomst omvat alles wat tussen de partijen is overeengekomen. Eventuele, eerder aangegane verbintenissen, zowel schriftelijk als mondeling, vervallen bij de ondertekening van huidige overeenkomst.

Aanpassingen en/of toevoegingen bij huidige overeenkomst zijn slechts geldig en bindend als zij schriftelijk zijn opgesteld en door beide partijen zijn ondertekend.

Het Belgisch Recht is voor huidige overeenkomst van toepassing.

Bij betwisting, zijn enkel de Franstalige rechtbanken van het Brussels Gewest competent.

Gedaan te Brussel, 12/1/2019,
In twee exemplaren, elk van de partijen het zijne houdend.

De Vereniging,

André DE KANDELAER
Voorzitter

Patrick GILLARD
Secretaris

De Stad Brussel,

Luc SYMOENS
De Stadssecretaris

Benoit HELINGS
Schepen voor Sport